

«Guerre au Rwanda, l'espoir brisé 1991-1994»

par le Général de corps d'armée (2S) Dominique Delort (Perrin / Pierre de Taillac, 2021 – 362 pages - 24 euros)

Pour la plupart d'entre-nous, le Rwanda n'évoque, à juste titre, que l'inimaginable génocide du printemps 1994 et l'opération Turquoise, conduite par les armées françaises, avec les polémiques qui l'entourent, dont le récent rapport de la commission Duclert a démontré l'absence de fondements.

L'enchaînement des crises qui ont conduit à ces événements dramatiques reste en effet totalement ignoré. C'est le premier mérite du Général Delort de nous plonger dans ces prémices au fil d'un livre élégamment écrit, très détaillé, qui se lit comme un roman.

Mais au-delà du récit des tensions et des affrontements qui secouèrent le Rwanda à partir de 1990, l'intérêt de ce témoignage tient à la position de l'auteur tout au long de ces années. Au terme de son temps de commandement à Djibouti, le Colonel Delort, des troupes de marine, est affecté à l'EMA, d'abord comme conseiller «Afrique» du chef d'état-major des armées, puis au sein de la division traitant des relations extérieures. Ainsi, de 1990 à 1993, il pourra mesurer à quel point la crise du Rwanda ne sera, en Afrique et dans le reste du monde, qu'une «crise parmi d'autres». Elle restera en outre une crise «sous le radar» en regard des soubresauts géopolitiques qui suivent la chute du mur de Berlin. Début 1993, placés pour un temps sous le commandement du Colonel Delort dépêché en urgence de Paris, les quelques centaines de soldats français de l'opération Noroît sont bien loin des regards alors que plusieurs milliers de leurs camarades sont confrontés au drame bosniaque, piégés dans Sarajevo assiégé et empêtrés dans les contradictions onusiennes, tandis que d'autres font le coup de feu dans les rues de Mogadiscio.

L'aveuglement que l'on reproche à beaucoup sur la réalité des haines qui déchiraient alors le Rwanda, n'était-il pas la conséquence de l'éblouissante lumière des autres drames humanitaires qui mobilisaient politiques, médias et opinions au même moment?

Pour ceux qui se poseraient encore des questions sur le volet militaire et opérationnel de la gestion d'une crise complexe, ce témoignage fournit un cas concret explicite, décrivant avec précision la difficulté de compréhension des jeux, double ou triple, des principaux intéressés, ici les responsables politiques Rwandais des deux bords, le processus de décision au sein d'une chaîne de commandement dont les moyens techniques nous paraissent aujourd'hui «préhistoriques», le souci de «coller» à l'intention politique nationale, pas toujours facile à discerner, l'exercice d'équilibriste pour laisser aux «Affaires étrangères» (incluant la coopération militaire) la primauté de la responsabilité des actions conduites sur le terrain. Sur ce point, les observations du Général Delort, acteur direct ou témoin lointain des événements conduisant au génocide de 1994, ne peuvent que nous conduire à partager ses interrogations sur les motivations et les intentions des États-Unis dans leur propre gestion de cette longue crise. Comme cela a bien été souligné, «toutes les archives n'ont pas encore été explorées...».

Aujourd'hui, les tensions internationales orientent à nouveau les armées, et en premier lieu l'armée de Terre, vers la possibilité d'affrontements de haute intensité et moins asymétriques que ceux des deux décennies passées. Stimulée aussi par les outils numériques descendus au plus profond des capacités militaires, cette orientation ne doit pas faire oublier la nécessité d'une aptitude générale des chefs militaires, dès les plus bas niveaux de responsabilités, à comprendre et maîtriser des situations et des relations humaines complexes, par le contact, le dialogue, la négociation, en sachant s'extraire de la seule mise en œuvre de procédures. C'est sans nul doute l'enjeu des réformes qui s'annoncent dans la formation des officiers de l'armée de Terre.

Par le Général de corps d'armée Jean-Tristan VERNA, ancien président de Minerve

